



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

23/07/2026

Budget 2027, emploi, salaire, contre leurs guerres : la seule réponse la lutte de classe.

Le budget 2027 est en préparation. Afin de respecter le « dogme » de 3 % de déficit, il faudra réduire les dépenses publiques d'au moins 40 milliards en 2027 et cela sans intégrer les engagements comme la loi de programmation militaire (+36 milliards sur 3 ans pour l'armée), ou encore la charge des intérêts de la dette qui pourrait, elle, progresser de 46 milliards d'euros entre 2026 et 2030, pouvant atteindre 124 milliards d'euros ponctionné sur le dos des travailleurs par les vampires de la finance. Sur la même période, la contribution dédiée à l'Union européenne (+ 10 milliards d'euros), la part française des aides européennes et le soutien à l'Ukraine, la France a engagé plus de 12 milliards d'euros entre février 2022 et début 2026, L'ajustement cumulé d'ici 2032 représente 126 milliards d'euros.

Les jeunes, les salariés, les retraités... vont continuer de prendre de plein fouet les réductions de budget (santé, éducation, culture, recherche, services publics et le gel voire la baisse des salaires, des pensions et des allocations. Les médias au service du capital relaient le discours gouvernemental, se présentant comme un ménage vivant au-dessus de ses moyens où il faut compter chaque euro. Macronistes, RN, et autres partis à la solde du capitalisme oublient l'arrosage les grandes entreprises à coups de milliards de subventions et d'exonérations (plus de 200 milliards par an) dont le seul but est d'augmenter encore les profits des actionnaires. Un x^{ème} rapport commandé par le gouvernement confirme des aides publiques aux entreprises : pléthoriques et difficiles à chiffrer précisément!!!

Un quatuor d'économistes, désigné par le gouvernement souligne qu'il serait « préférable » de conserver des marges de manœuvre supplémentaires afin de tenir compte d'une dégradation de la conjoncture: l'effort à réaliser se chiffrerait alors à 160 milliards d'euros.

Les " experts " appellent à donner la priorité à la maîtrise des dépenses...sans surprise il faut attaquer: « *notamment les dépenses sociales* », ils plaident pour des « *réformes ciblées plutôt que des réductions budgétaires uniformes* », invitant aussi à interroger la « *pertinence* » des mécanismes d'indexation automatique, une démarche jugée « *incontournable* ». Sont visées les retraites, les pensions, allocations, le SMIC...

Un constat s'impose: le rouleau-compresseur du Capital ne peut être arrêté sans le paralyser par la grève !

Il n'y a rien à attendre des institutions, sans rapport de force concret. L'Assemblée a balayé la pétition contre le nouveau permis de tuer pour la police, ayant récolté plus de 730 000 signatures, passant par-dessus la contestation populaire contre l'impunité policière. L'Assemblée a ainsi avec l'aide de la droite et du RN de Le Pen prolongé le dispositif instauré par la loi de 2017 sous François Hollande et marque un nouveau saut dans l'impunité policière, alors que les tirs mortels ont été multipliés par cinq depuis l'entrée en vigueur de la loi du socialiste Cazeneuve de 2017, le texte de loi RIPOST adopté à l'Assemblée nationale offre un véritable chèque en blanc à la police et à la gendarmerie. Droite et RN ont utilisé cette même méthode sur la pétition contre la loi Yadan, loi visant à assimiler l'antisémitisme à l'antisémisme ayant recueilli plus de 700 000 signatures en avril. Même chose avec la pétition contre la loi Duplomb, dépassant les 2,1 millions de signatures, révélant une profonde colère contre la réintroduction de pesticides particulièrement dangereux pour la santé, finalement réautorisés depuis le vote de la loi dite « d'urgence agricole ».

Certes ces pétitions ont le mérite de rendre compte de l'opposition massive aux mauvais coups, mais on le constate le terrain institutionnel constitue une impasse, l'Assemblée les rejetant d'un revers de la main avec le soutien actif de la droite, du RN, du Centre, de Renaissance.... Les institutions de la V^e République sont taillées pour le capital, permettant aux classes dominantes de s'appuyer sur le parlement et le sénat. Ces initiatives institutionnelles distillent une illusion sur le caractère de l'État. Sa police, sa justice et sa Loi « républicaine » sont au service exclusif du Capital. La délégation de pouvoir à des parlementaires demeure démobilisatrice et

démoralisante. L'urgence est à construire une riposte d'ensemble. Une riposte s'appuyant sur les luttes et dans laquelle le mouvement ouvrier a un rôle central à jouer, celui d'organiser une mobilisation massive pour arracher, par la lutte des classes, l'abrogation de toutes les lois racistes, sécuritaires...

L'expérience acquise par le mouvement ouvrier démontre que seule la lutte de classes permet d'arracher et de conserver des conquêtes sociales.

Les travailleurs et les travailleuses se voient imposer des conditions de travail de plus en plus dégradées mettant leur santé et leur vie en danger. Le Patronat veut tout: moins de contraintes, toujours plus d'aides publiques, des cotisations en moins, la libéralisation du Code du travail, la loi du silence sur la pénibilité, la précarité, la mort au travail afin de rechercher des profits, toujours plus voraces au détriment des travailleurs. 500 fermetures d'entreprises au niveau national, 100 000 emplois directs liquidés et près d'un demi-million d'emplois détruits...

Exigeons l'arrêt de cette hémorragie de destruction massive d'emploi industriel, la marche à la guerre, l'appauvrissement de la population, les attaques contre les droits et libertés, la casse sociale et industrielle.

Seule la résistance collective à l'exploitation capitaliste permet à la classe ouvrière de lutter contre la casse de l'industrie, le saccage de l'emploi, le pillage des comptes publics, la guerre menée aux privés d'emplois et précaires, la marche vers la guerre: la seule réponse c'est la lutte. Ce n'est pas le moment de se contenter d'attendre 2027. Des appels d'action sont annoncés pour la rentrée

C'est le moment de mener actions et mobilisations populaires, tous ensemble et convergentes. C'est l'heure de la lutte en faveur des salaires, l'emploi, contre leurs guerres! Pour avancer la seule la voie c'est celle de la révolution mettant en jeu la destruction du mode de production capitaliste nous menant à l'abîme. Pour cela, il faut unir les forces déterminées se battant et n'en pouvant plus de la politique du capital en reconstruisant un courant syndical de lutte de classe et un parti communiste révolutionnaire s'adressant à tous ceux qui luttent et ont intérêt à en finir avec le mode de production capitaliste de domination et d'exploitation.